



Le 9/10/2020

PANTIN

**LETTRE OUVERTE
à notre employeur.**

Monsieur Le Maire,

Le Syndicat CGT des Territoriaux de Pantin majoritaire, est obligé une nouvelle fois de déclencher une alarme sociale, assortie d'un préavis de grève à partir du 16/10/20.

En effet, lors du dernier comité technique commun au CHS-CT du 30/09/2020, votre administration a refusé de répondre aux questions diverses écrites et envoyées dans les délais, arguant du fait que l'élue au personnel, présidente des instances, aurait décidé de changer la méthodologie, sans nous informer, nous, les représentants élus par le personnel.

Nous savons que les réponses aux questions ont été demandées aux responsables de pôle.

Pourquoi ne pas nous avoir donné celles qui étaient remontées en DRH ?

Les questions posées l'ont été à plusieurs reprises !

La gestion du COVID au sein des structures de la ville laisse beaucoup d'agents dans l'angoisse et le stress, parce que les procédures ne leur ont pas été expliquées correctement.

Il y a des incohérences entre les procédures de l'éducation nationale et celles de la collectivité. Ce qui génère entre autres des agressions d'animateurs par les parents.

La désinfection des surfaces n'est pas assurée comme il le faudrait partout !

Les conditions de travail se dégradent ! La souffrance au travail augmente !

Il est déjà oublié le temps où les métiers les plus utiles étaient l'objet de louanges !

Nous connaissons des agents qui viennent au travail tous les jours la boule au ventre !

Votre administration ne veut pas l'entendre et nous joue le couplet de la victimisation, et ne veut plus nous voir dans les bureaux des encadrants !

Les élus représentants le personnel sont dans leur rôle quand ils interpellent votre administration au sujet de situations qui posent de gros problèmes, quand ils demandent de mettre en place ce qui est prévu par la loi (dispositif de signalement harcèlement).

Vous avez décidé de verser une prime à tous les agents présents pendant le confinement, votre administration en a stoppé le versement sous prétexte de tableaux de présences inexacts remontés par les responsables de pôle, les agents ont badgé normalement et il suffit de croiser les tableaux avec les badgeages pour vérifier.

Nous vous rappelons aussi que beaucoup d'agents n'ont toujours pas accès à leur compte incovar ce qui était une des conditions pour mettre en place la badgeuse. Il avait été dit aux agents que la GTA améliorerait leurs conditions de travail, nous cherchons toujours comment puisque à chaque demande qui sort de l'ordinaire, nous sommes confrontés à un refus de la DRH.

Nous voulons que ce qui a été acté en instance soit respecté et réalisé par l'administration. Sans information préalable des agents concernés, des contrats ont été transformés à la rentrée (renouvelés pour 6 mois au lieu d'1 an).

Nous n'avons toujours aucune réponse sur la question des vacataires repris tous les ans sur postes de besoin permanent, les deux sont peut-être liés d'ailleurs !

Concernant la restauration collective, nous avons demandé une compensation financière vu l'augmentation de dépenses pour les agents pendant la fermeture du self.

Nous comprenons que le télétravail soit mis en place pour cette période de crise sanitaire mais encore faut il que les choses soient claires et que votre administration donne les moyens à tous les agents pour travailler correctement (certains sont dotés d'ordinateurs portables de clef 4g, de téléphones portables et d'autres se débrouillent avec ce qu'ils ont), ou certains responsables n'accordent pas le télétravail, sans réunions préalables et concertation avec les agents ! Où est la bienveillance ?

Et pour finir nous souhaitons que nous soit transmis un tableau de réactualisation du RIFSEEP et qu'un point d'étape soit fait à ce sujet . Certains entretiens avec des agents et la DGA ressources nous ont confirmé qu'il y avait une grande méconnaissance des missions multiples exercées par les agents.

Pour toutes ces raisons et pour éviter que la situation ne s'aggrave encore, nous appelons à lamobilisation de tous nos collègues le vendredi 16 octobre et attendons de votre part une prise en compte de nos demandes .

Veillez agréer, Monsieur Le Maire, nos salutations distinguées.

Pour la CGT

Isabelle Garrivet
Secrétaire Générale
membre de la direction fédérale des services publics.